

**Dernière modification le 29/11/16 par AES<sup>1</sup>.**

Les « Profils Genre Pays » ont pour objectif d'appuyer les équipes (siège et agences) à développer un dialogue et faciliter la mise en réseau avec nos partenaires dans les pays sur la question de l'intégration du genre dans les opérations de développement. Ces fiches ne sont pas exhaustives, mais se concentrent en priorité sur les secteurs d'intervention de la coopération française dans chaque pays, à savoir pour l'Ouganda : les infrastructures (notamment d'eau, d'assainissement et d'énergie), la protection de l'environnement et le soutien du secteur privé. Elles sont pensées comme un outil dynamique amené à évoluer avec la participation de l'agence, à même de combler des lacunes (surlignées en jaune dans le document) ou apporter des informations supplémentaires.

## CONTEXTE

### Enjeux de genre et indicateurs clés en lien avec les secteurs d'intervention de l'AFD

#### Secteurs sociaux

##### • Santé

- Avec une moyenne de 5,9 enfants par femme (GGGR 2015), l'Ouganda fait partie des cinq pays au monde ayant le plus fort taux de fécondité<sup>2</sup>. L'accès aux soins prénataux et maternels est un défi majeur pour la santé publique. En 2015, seulement 58% des naissances étaient assistées par du personnel de santé qualifié et seules 27% de femmes mariées ou en union utilisaient une quelconque méthode contraceptive (GGGR 2015). En conséquence le niveau de mortalité maternelle reste élevé, bien qu'en baisse. L'Ouganda n'a pas atteint la cible de l'OMD 5A qui visait à réduire de 75 % le taux de mortalité maternelle pour l'année 2015 ; le progrès a été insuffisant avec une réduction de 50% au cours de 20 dernières années, passant de 687 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes en 1999 à 343 en 2015

-Le taux de fécondité des adolescentes est de 146 naissances pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans. (GGGR 2015). Les grossesses non désirées poussent les filles à abandonner l'école de manière prématurée. D'après une étude de 2007, la grossesse représentait 28% des décrochages d'étudiantes de niveau secondaire<sup>3</sup>.

En Ouganda, les grossesses chez les adolescentes représentent une part importante des décès maternels. On estime que 44% des 7 200 décès maternels annuels surviennent chez les adolescents et les femmes de 15 à 24 ans. Parallèlement, 47% des 297 000 avortements à risque se produisent annuellement chez les filles âgées de 15 à 24 ans. Cela souligne la nécessité d'interventions visant à réduire la mortalité maternelle, la grossesse chez les adolescentes et les mariages précoces<sup>4</sup>

**VIH/SIDA :** Les mariages précoces augmentent les risques d'infection VIH pour les jeunes filles. « En Afrique subsaharienne, les filles âgées de 15 à 19 ans sont deux à huit fois plus susceptibles de contracter l'infection que les garçons de la même tranche d'âge. En Ouganda, les filles mariées ont 66 % de probabilités en plus que les filles célibataires d'être infectées par le VIH »<sup>5</sup>.

Il y a plus des femmes adultes (8,3%) et des jeunes filles (5,0%) vivant avec le VIH que des hommes (6,1%) et des garçons (2,0%). Les adolescents et les jeunes filles âgés de 15 à 24 ans constituent la plus grande part des cas de personnes infectées par le VIH. La prévalence du VIH chez les adolescentes de 15 à 19 ans s'élève à 7,1% à l'âge de 24 ans. . L'Ouganda seule a contribué à 10% de total des nouvelles infections en Afrique subsaharienne, avec 570 jeunes femmes de 15-24 ans infectés par le VIH chaque semaine en 2013<sup>6</sup>.

La prévalence plus élevée chez les femmes s'explique notamment par les normes sexuelles et sociales : les femmes peuvent difficilement refuser un rapport sexuel ou demander l'usage d'un préservatif, de plus les rôles et les normes sociales régissant la masculinité peuvent prédisposer les hommes à adopter des comportements à risque.

**Violences basées sur le genre :** La violence à l'égard des femmes et des filles constitue un obstacle majeur pour l'autonomisation des femmes. L'Uganda Demographic and Health Survey de 2011 a constaté que 56% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont été victimes de violence physique au moins une fois depuis l'âge de 15 ans. L'acceptation culturelle répandue de cette violence est l'un des facteurs à l'origine de ces taux élevés de prévalence. La même enquête a révélé que la violence conjugale est largement acceptée: 58% des femmes et 44% des hommes croient qu'il est justifié pour un homme

<sup>1</sup> Merci de mettre ces données à jour à la suite de chaque modification. Pour suggérer des modifications contacter [\\_genre@afd.fr](mailto:_genre@afd.fr)

<sup>2</sup> En ordre descendant Niger, Mali, Ouganda Afghanistan, Sierra Leone

<sup>3</sup> Canning, David, Sangeeta Raja et Abdo S. Yazbeck, eds. 2016. « La transition démographique de l'Afrique : dividende ou catastrophe ? » Collection L'Afrique en développement. Washington, DC : Banque mondiale. p.p 135

<sup>4</sup> PNUD 2015, Uganda Country Gender Assessment pp, 11 [lien](#)

<sup>5</sup> PNUD 2016, Rapport sur le développement humain en Afrique 2016 : Accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes en Afrique [lien](#)

<sup>6</sup> PNUD 2015 Opus Cit pp, 12

de battre sa femme si par exemple elle laisse brûler un repas, si elle ne souhaite pas de relations sexuelles ou si elle sort de la maison sans l'autorisation de son mari<sup>7</sup>. Cette part s'élève à deux tiers dans les sous-régions du West Nile et du Mid-Eastern (OCDE 2014)

Peu de viols sont déclarés et une grande partie des plaintes ne donnent pas lieu à une enquête. Pendant la guerre civile le viol a été utilisé comme arme de guerre, majoritairement contre des femmes mais également contre des hommes qui, compte tenu du tabou de l'homosexualité et de la peur de perdre leur virilité, ont peu parlé de ce traumatisme.

## • Education

Le taux d'alphabétisation des femmes est de 71% alors qu'il est de 85% pour les hommes (GGGR 2015).

En 2015, le taux de scolarisation au niveau primaire des filles était de 93% et celui de garçon 90%. La scolarisation aux niveaux secondaire et supérieur est faible, d'autant plus pour les femmes avec des pourcentages de 22% dans le secondaire et 4% dans le supérieur contre 23% et 5% respectivement pour les hommes.

## • Participation à la vie économique

En 2015, le taux de participation au marché du travail des femmes était de 77% contre 80% pour les hommes (GGGR 2015). Ces chiffres ne doivent cependant pas masquer le fait que les femmes sont plus nombreuses dans le secteur informel, 86% d'entre elles occupent des emplois vulnérables par rapport à 72% des hommes (Banque mondiale, 2013). De plus, 42% des femmes sur le marché du travail sont des travailleurs familiaux non rémunérés.

L'Ouganda est l'une des sociétés les plus rurales au monde, avec 88% de sa population vivant en zone rurale. Parmi les femmes qui travaillent, 83% travaillent dans le secteur agricole (principalement dans l'agriculture vivrière et l'horticulture). Traditionnellement les femmes sont en charge de la production primaire et les hommes de la commercialisation du produit, ce qui fait que ces derniers conservent le contrôle des ressources.

Les femmes ne détiennent que 5 % des terres bien qu'elles assurent la majorité de la production agricole (PNUD 2016).

## • Eau et assainissement

En 2015, environ 24% de la population en milieu rural n'avait pas encore accès à une source d'eau améliorée contre 4% en milieu urbain. Par ailleurs, seuls 19% de la population totale à accès à des installations d'assainissement améliorées (Banque Mondiale 2015). Le manque d'accès à ces infrastructures de base impacte particulièrement les femmes, traditionnellement en charge de l'approvisionnement du foyer (notamment en eau) et du soin des enfants et des personnes malades, handicapées ou âgées. On a en effet constaté que l'amélioration de l'accès à l'eau et au bois avait permis de gagner environ 900 heures de travail par an en Ouganda<sup>8</sup>

L'absence d'infrastructures d'assainissement expose les filles et les femmes à de nombreuses difficultés : risques de harcèlement et de violence lorsqu'elles sortent la nuit pour faire leurs besoins, absence scolaire lorsque les filles ne disposent pas d'infrastructures sanitaires adéquates –particulièrement pendant leurs règles, risques sanitaires (constipation, infections urinaires, ankylostome etc.)

## Energie

L'Uganda Demographic and Health Survey de 2011 a constaté que seulement 15 pour cent des ménages en Ouganda ont de l'électricité, et il existe une très grande disparité entre les ménages urbains et ruraux 15% de ménages dans les zones urbaines avaient un accès à l'électricité, contre seulement 8% de ménages ruraux. Le manque d'accès à des moyens modernes d'énergie a un impact négatif sur la vie de femmes (notamment en ce qui concerne l'usage de leur temps) et accentue les inégalités sociales.

De plus, l'usage du bois ou d'autres biomasses pour cuisiner et se chauffer est répandu dans le milieu rural, l'inhalation des fumées et des cendres produites par ces moyens de chauffe traditionnels constituent un risque pour la santé des femmes qui sont en charge des tâches domestiques. L'utilisation de combustibles solides dans les habitations est responsable d'environ 4 millions de morts par an en raison de maladies pulmonaires chroniques, qui touchent principalement les femmes (OMS 2016).

Au-delà de cette vulnérabilité les femmes sont également des actrices dans le secteur énergétique. Plusieurs projets lient l'autonomisation des femmes et le développement d'énergies durables –notamment l'énergie solaire.

## Gouvernance

<sup>7</sup> Uganda Bureau of Statistics 2012, Uganda Demographic and Health Survey 2011 [lien](#)

<sup>8</sup> PNUD 2016, Opus Cit

- Des progrès encourageants sont à noter dans la représentation des femmes en politique. En 2015, 35% des sièges du parlement national étaient occupés par des femmes. Selon la Constitution de 1995, un tiers minimum des membres des gouvernements locaux doivent être des femmes, et chacun des 112 districts doit être représenté au moins par une femme au niveau du parlement national.

## Législation<sup>9</sup>

**Ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes** en 1985 et du **Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique de la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples**<sup>10</sup> en 2010.

Adoption en 2009 d'une loi interdisant les **mutilations génitales féminines** et d'une loi contre les **violences conjugales**.

Adoption en 2008 d'une loi condamnant le **trafic de personnes** qui prévoit des peines allant jusqu'à 15 ans d'emprisonnement.

L'**avortement** est illégal et puni de 14 ans de prison pour la femme qui se fait avorter.

La loi concernant l'émission des passeports prévoit qu'une femme mariée ne peut obtenir de passeport qu'avec le consentement de son mari.

➔ **Le droit écrit ougandais s'applique en parallèle avec le droit coutumier et religieux.** Ainsi, alors que la Constitution de 1995 reconnaît l'égalité entre les hommes et les femmes et considère comme nulles les lois et les coutumes violant cette garantie constitutionnelle d'égalité (article 33) des lois écrites, coutumières et religieuses discriminatoires sont toujours en vigueur. Quelques exemples :

- Les veuves ne peuvent pas hériter de plus de 15% lors de la distribution des biens du défunt et les filles ne peuvent pas hériter de leur père;
- Malgré un âge minimal légal du mariage fixé à 18 ans, des mariages sont toujours arrangés pour des mineurs, en particulier dans les zones rurales ;
- Les droits coutumier et islamique autorisent la polygamie et n'accordent pas de protection aux femmes en cas de dissolution de l'union. Dans certains groupes ethniques les hommes héritent des veuves de leurs frères ;
- Bien que les deux parents soient reconnus responsables de l'enfant depuis 1996, le père demeure l'unique autorité parentale selon le droit coutumier ;
- Les femmes ni peuvent ni hériter ni posséder de terres selon le droit coutumier.

## Stratégies nationales (globales, sectorielles, spécifiques sur le genre)

### Stratégies globales

**Plan national de développement** période 2010/2011-2014/2015 : les inégalités et violences de genre sont pointées du doigt comme obstacles au développement : des actions pour faire évoluer les mentalités, les pratiques et les perceptions en faveur d'une plus grande égalité de genre sont incluses dans ce plan, ainsi que des indicateurs genre. Accès [ici](#).

### Stratégies spécifiques sur le genre

**National Gender Policy** : adoptée en 1997 et révisée en 2007, il s'agit de l'instrument clef concernant la prise en compte des inégalités de genre en Ouganda. Cette politique a permis de faire reconnaître le genre comme un enjeu de développement et d'impulser une institutionnalisation du genre dans les différents ministères. Portée par le Ministère du Genre, du Travail et des Affaires sociales, elle a vocation à servir de guide pour la planification, l'allocation de ressources et la mise en œuvre de programmes sensibles au genre. Accès [ici](#).

**Stratégie nationale pour l'éducation des filles en Ouganda, 2015-2019** : portée par le Ministère de l'Education et des Sports, cette stratégie a pour but de lever les différents obstacles (culturels, administratifs, politiques...) qui entravent la participation égale des filles à l'éducation et à la formation professionnelle. Un plan d'action y est défini pour coordonner les actions des différents acteurs (ministère dédié, écoles, partenaires dans le domaine du développement). [Lien](#) vers le document.

Dimension genre de la **Stratégie nationale d'exportation, 2007** : après une présentation du contexte et de l'intérêt d'une prise en compte du genre, ce document décline les enjeux secteur par secteur (café, artisanat, tourisme, produits laitiers...). Accès au document [ici](#).

**Stratégie genre dans le sous-secteur de l'eau et de l'assainissement, 2010-2015** : reconnaissant le rôle des femmes dans la collecte et l'utilisation de l'eau, cette stratégie a pour but de permettre une meilleure intégration du genre dans les

<sup>9</sup> [http://www.africa4womensrights.org/public/Cahier\\_d\\_exigences/Ouganda-FR.pdf](http://www.africa4womensrights.org/public/Cahier_d_exigences/Ouganda-FR.pdf)

<sup>10</sup> Connu comme le « Protocole de Maputo », le texte est adopté en juillet 2003 et symbolise l'engagement des Etats africains à mettre un terme aux discriminations et violences faites aux femmes.

politiques d'eau et d'assainissement, un accroissement des capacités des acteurs dans ce secteur et une amélioration de l'accès et de la participation de tous les groupes de la population au management des services/infrastructures. [Lien](#).

*Documents stratégiques sectoriels incluant la promotion de l'égalité de genre dans leurs actions et objectifs*

**Stratégie de développement et d'investissement, secteur agricole**, 2010/2011-2014/2015 : une partie de ce document sectoriel est consacré au genre et à l'importance cruciale d'une meilleure prise en compte des femmes dans le secteur agricole. Si la stratégie est portée par le Ministère en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, l'*empowerment* des groupes considérés comme vulnérables est confié au Ministère du Genre, du Travail et des Affaires sociales. [Lien](#).

## ACTEURS NATIONAUX

### Responsabilités institutionnelles sur le genre

**Ministère du Genre, du Travail et des Affaires sociales** : au sein du ministère, une direction est en charge du Genre et du Développement communautaire. Sa mission principale est l'institutionnalisation du genre et la progression vers l'égalité entre les sexes. Les politiques et programmes dans différents secteurs sont supervisées, des projets soutenus et les capacités des gouvernements locaux renforcées sur les thématiques de genre.

Tél. : +256 41-4 347854 ; fax : +256 41 256374 ; email : [ps@mqlsd.go.ug](mailto:ps@mqlsd.go.ug). [Site](#)

#### • **Ministères sectoriels**

**Ministère de la santé** : a demandé en 2004 de l'aide à l'OMS pour intégrer le genre dans les politiques et programmes du secteur de la santé. Une équipe Genre a été mise en place.

Point focal genre : Grace Murengezi

### Autres acteurs nationaux (recherche, ONG...)

**Réseau des femmes d'Ouganda** : crée en 2000 à l'initiative de plusieurs organisations de femmes, ce réseau vise à accroître l'usage des technologies de l'information et de la communication (ICT) pour partager les informations et répondre collectivement aux différents enjeux.

Tél. : +256 41 453 2035; fax: +256 41 453 0474; email : [info@wougnet.org](mailto:info@wougnet.org)

**WORI (Women's Rights Initiative)** : cette ONG mène des actions de plaidoyer et de renforcement des capacités en vue d'une autonomisation des femmes et du respect de leurs droits, dans l'est du pays. Plusieurs programmes ont pour cela été élaborés dans différents domaines : santé sexuelle et reproductive, *leadership*, participation économique, lutte contre la violence conjugale... [Site](#).

Tél. : +256 434 1251856 ou +256 774 572490; email: [women.r.i@gmail.com](mailto:women.r.i@gmail.com) ou [exwori@gmail.com](mailto:exwori@gmail.com)

**SWID (Initiative des femmes des bidonvilles pour le développement)** : créée en 2003 cette organisation communautaire promeut le développement de structures communautaires dans les bidonvilles et les zones rurales pour aider les plus pauvres à obtenir des terres, un abri et l'accès aux services de base. L'accent est mis en particulier sur l'accès des femmes au foncier et aux titres de propriété. [Site](#)

Tél. : +256 712 714177 ; email : [swidorg@yahoo.com](mailto:swidorg@yahoo.com)

**FIDA-U (Association des femmes avocates en Ouganda)** : cette organisation civile indépendante rassemble des femmes ougandaises avocates dans le but commun d'obtenir l'application de la loi, le respect des droits humains et l'égalité entre les sexes.

Tél. : (+256)-414-530848 ; email : [fida@fidauganda.org](mailto:fida@fidauganda.org)

**ORUDE (Organisation pour le développement rural)** : fondée en 1997 cette organisation encourage les femmes à former des groupes d'épargne et de prêt basés sur des principes coopératifs. Elle leur apporte un soutien et des services institutionnels. L'organisation mène également diverses activités pour soutenir l'autonomisation économique en milieu rural. Des bicyclettes ont par exemple été distribuées à des entrepreneur.e.s ruraux.

Tél. : +256 43 4122611

## ACTEURS INTERNATIONAUX (Contacts, projets, littérature)

### ONG internationales intervenant sur le genre

**CARE International**: en Ouganda l'organisation intervient dans de nombreux domaines: éducation des filles, lutte contre la pauvreté infantile, accès au marché et microfinance, lutte contre les violences de genre et les mariages précoces, agriculture et adaptation au changement climatique, justice sociale, *empowerment* des jeunes...

Tél. : +256 31 2258100 ;

**MIFUMI** : cette ONG de défense des droits des femmes mène un travail d'accompagnement des femmes victimes de violence (conseils médicaux et légaux, soutien psychologique...) et de plaider auprès des autorités. La pauvreté étant l'un des facteurs favorisant les comportements violents vis-à-vis des femmes et des enfants l'organisation a également mis en place des projets d'autonomisation économique à travers l'accès au micro-crédit et à des activités génératrices de revenus. Enfin, elle favorise l'accès des plus pauvres aux services de base (santé, éducation...). [Site](#).

Tél. : +256 (0) 752 781 122 ; email : [mifumi@mifumi.org](mailto:mifumi@mifumi.org)

## Organisations internationales et bailleurs intervenant sur le genre

**ONU Femmes** : l'agence a pour axes de travail principaux : la participation et le rôle des femmes dans la prise de décision à tous les niveaux, l'autonomisation économique des femmes –notamment les plus pauvres et les exclues, la lutte contre les violences de genre, la participation des femmes à l'action humanitaire et le renforcement de l'institutionnalisation du genre. Plus d'informations [ici](#) sur le travail d'ONU Femmes en Ouganda.

Contact : Hodan Addou ; tél. : +256 417 112 100

**NORAD** : l'intégration du genre dans le domaine de l'énergie est l'une des priorités retenues par l'Agence norvégienne pour le développement international dans son Plan d'action pour les droits des femmes et l'égalité de genre (élaboré en 2007). Pour opérationnaliser cet objectif, l'Agence s'appuie sur un partenariat avec ENERGIA, réseau international leader sur la question du genre dans le secteur énergétique. L'approche genre est intégrée aussi bien dans les projets d'électrification rurale (plus d'informations [ici](#)) que dans les projets de lignes de transmission et dans le secteur pétrolier.

Contact genre : Kari Trædal Thorsen ; email: [kmt@norad.no](mailto:kmt@norad.no)

**Banque mondiale** : plusieurs projets de la Banque mondiale en Ouganda interviennent sur le genre. Un projet pilote expérimente la culture de patates douces comme solution à la malnutrition infantile. A partir des données et analyses du Laboratoire de la Banque mondiale sur le Genre en Afrique subsaharienne<sup>11</sup>, le projet lie cet objectif à un autre enjeu : celui de l'autonomisation économique des femmes et de leur plus grande participation aux processus de prise de décision. Les femmes bénéficiaires du projet reçoivent un salaire en attendant que la vente de la production leur apporte un revenu suffisant, et leur accès au micro-crédit est facilité.

Contact : Sheila Gashishiri ; tél. : +256-414-302-248; email : [sgashishiri@worldbank.org](mailto:sgashishiri@worldbank.org)

**Banque africaine de développement** : la stratégie genre 2014-2018 de l'AFDB (« [Investing in gender equality for Africa's transformation](#) ») vise l'intégration transversale du genre dans l'ensemble des politiques et projets. Trois piliers ont été identifiés pour s'attaquer aux causes sous-jacentes des inégalités entre les sexes : (i) le statut juridique et les droits de propriété des femmes (ii) l'autonomisation économique des femmes (iii) le renforcement des compétences et la gestion du savoir.

Contact : Jeremiah Mutonga ; tél. : (256) 414 236 166/7 ; email : [j.mutonga@afdb.org](mailto:j.mutonga@afdb.org)

**FIDA** : en Ouganda, le Fonds international de développement agricole a mis en place plusieurs initiatives pour faire face aux difficultés d'accès des femmes à la terre et à la propriété, dans le cadre du *District Livelihoods Support Programme*. L'action principale a consisté en l'inscription des deux noms des conjoints sur les registres de propriété et non plus seulement du nom du mari.

Contact : Alessandro Marini ; tél. : +256 312 320200; email: [a.marini@ifad.org](mailto:a.marini@ifad.org)

## Projets sur le genre des ONG, organisations internationales et bailleurs

### Projets/programmes

**Programme conjoint des Nations Unies sur l'égalité de genre** : mis en place entre 2010 et 2014 ce programme avait pour objectifs de veiller à ce que le gouvernement central et les gouvernements locaux disposent de suffisamment de personnel travaillant sur le genre et qu'ils mettent en place des stratégies sur cette problématique, que l'accès des femmes à la justice soit favorisé et que des plans et programmes soient mis en place pour réduire les disparités entre les sexes. Le programme a notamment été porté par le FAO, le BIT, ONU Sida, le PUND, le FNUAP, ONU Femmes et l'UNICEF.

**Global's Women Water Initiative** : à travers des partenariats locaux avec plusieurs groupes de femmes, cette initiative lancée par trois organisations internationales (Single Drop, Crabgrass et Women's Earth Alliance) apporte une réponse collective au manque de participation des femmes dans les projets liés à l'eau et à l'assainissement.

Tél. : +1.917.497.1094

**Get smart** : porté par l'Association ougandaise des Femmes dans les médias (UMWA), ce projet lancé en 2003 a pour objectif de donner accès aux femmes rurales à des informations fiables concernant les politiques et programmes gouvernementaux les concernant, de manière à accroître leur compréhension, leur participation et les bénéfices qu'elles en

<sup>11</sup> World Bank's Africa Region Gender Innovation Lab. Plus d'informations [ici](#).



relient. Plus d'informations [ici](#).

Contact ; Jane Baitwa Kyomuhendo ; email : [umwa@africaonline.co.ug](mailto:umwa@africaonline.co.ug)

« **Projet Fistula Care Plus** » : financé par USAID et mis en place par EngenderHealth ce projet a pour objectif principal d'offrir aux femmes souffrant d'une fistule des soins de qualité. Dans le même temps il œuvre à une meilleure prise en charge des soins obstétricaux d'urgence et soutient un réseau d'infrastructures sanitaires offrant un continuum de services allant de la planification familiale à la formation chirurgicale avancée. [Site](#).

Contact EngenderHealth : tél. : +212 561-8000 (siège à New-York) ; email : [info@engenderhealth.org](mailto:info@engenderhealth.org)

## Autres

**Green Bio Energy** : cette entreprise sociale produit et distribue des briquettes de charbon qui, tout en offrant une solution énergétique plus respectueuse de l'environnement, ont également un fort impact positif sur la vie des femmes en réduisant le fardeau de la collecte du bois et en réduisant les émissions toxiques qu'elles inhalent lors de la cuisson des aliments –les femmes étant traditionnellement en charge de la cuisine. [Site](#)

## Travaux de production de connaissance

« L'égalité de genre dans le secteur routier en Ouganda : leçons apprises », présentation de la Banque mondiale, 2013. Accès au document [ici](#).

« Genre et changement climatique en Ouganda : effets des politiques et du cadre institutionnel », Programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire, CGIAR<sup>12</sup>, 2015 : accès à la note d'information [ici](#).

« Genre et foresterie en Ouganda : cadres institutionnel, politique et légal », CIFOR<sup>13</sup>, 2012 : accès au document de travail [ici](#).

« Statistiques genre dans le secteur énergétique », Bureau ougandais des statistiques, 2012 : accès [ici](#).

« Genre et croissance économique : libérer le pouvoir des femmes », Banque mondiale, 2006 : accès [ici](#).

Uganda Country Gender Assessment PNUD 2015 [lien](#)

<sup>12</sup> Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale

<sup>13</sup> Centre de recherche forestière internationale